



RIEN N'EST RÉGLÉ, POUR LES RETRAITES ET LES SALAIRES, AVEC LES CHEMINOTS, TOUS ENSEMBLE !

La journée de grève et de manifestation des fonctionnaires, mardi dernier, a été un vrai succès. La jonction s'est faite, de fait, avec les cheminots, les travailleurs de la RATP, ceux d'EDF et de GDF mais aussi avec les jeunes étudiant-e-s et les lycéen-ne-s mobilisées contre la privatisation en cours des universités. Souvent, de nombreuses délégations du privé ont rejoint les cortèges. Cette journée est un pas de plus vers un mouvement d'ensemble que la mobilisation des cheminots a imposé aux directions des grandes confédérations syndicales qui n'en voulaient pas.

Pourtant, c'est bien dans ce sens-là qu'il faut aller. La lutte des cheminots est celle de tous les salarié-e-s. En luttant contre l'allongement de la durée de cotisations, ils luttent contre la dégradation de l'ensemble des retraites. Ils contribuent aussi à créer un rapport de force moins défavorable à l'ensemble des salarié-e-s. La solidarité avec eux s'impose. Et la meilleure solidarité, c'est de poser soi-même ses propres revendications, ses propres exigences en particulier sur les salaires, que l'on soit du public ou du privé.

Les cheminots ont marqué des points

Au lendemain du 20 novembre, le gouvernement a bien été obligé de négocier alors qu'il disait ne l'accepter que si les grévistes reprenaient le travail. Certes, pour le moment, il ne fait aucune concession de fond et refuse de remettre en cause la réforme des régimes spéciaux qui oblige à travailler 40 années au lieu de 37,5 pour toucher une pension à taux plein. Mais c'est un premier point que de l'avoir obligé à négocier des contreparties. Le mérite de ce recul revient à la détermination des travailleurs et des travailleuses eux-mêmes qui, à travers les assemblées générales, ont commencé à prendre en main le contrôle de leur propre mouvement.

Pourtant, la pression est très forte. Sarkozy, qui avait déjà qualifié leur régime de retraite d'indigne, les a accusé de prendre les usagers en otage. Quel culot ! N'est-ce pas lui et ses amis les patrons qui prennent l'ensemble du pays en otage pour se distribuer des

privilèges ? N'est-ce pas lui qui vient de faire augmenter son salaire de plus de 172% ou qui a distribué plus de 15 milliards d'euros de cadeaux fiscaux, pour l'essentiel, aux riches !

Rien n'est réglé

Sous la pression, après le lâchage de la CFDT ou de la FGAAC, alors que s'engagent les négociations, les cheminots s'orientent vers la suspension de la grève. Mais le gouvernement aurait tort de croire qu'il en a fini avec le mouvement. Les cheminots n'ont pas dit leur dernier mot. Les fonctionnaires qui n'ont rien obtenu se préparent à une nouvelle mobilisation. Dans le privé aussi, on commence à discuter de la nécessité de se mobiliser pour les salaires.

Sarkozy prétendait, lors de la campagne électorale, être le candidat du pouvoir d'achat. Le mauvais tour de passe-passe des heures supplémentaires terminé, sa politique, c'est faire travailler plus et plus longtemps pour gagner moins. C'est ce que refusent les cheminots. C'est ce que refusent les fonctionnaires. C'est ce que refusent aussi tous les salariés du pays.

Inverser le rapport de force

Les hausses des prix des produits de première nécessité s'emballent, alimentant les profits comme les caisses de l'Etat, au détriment des salarié-e-s. Ce n'est plus supportable. Les mesurettees proposées par Sarkozy ne changeront rien. La seule façon de lutter pour le pouvoir d'achat, c'est d'augmenter les salaires, le Smic comme les pensions. Et cela, ni les patrons ni l'Etat ne le veulent. Il faudra le leur imposer.

La grève des cheminots, la journée du 20 novembre ont mis à l'ordre du jour la préparation d'un mouvement de l'ensemble des salarié-e-s, interprofessionnel, pour imposer une autre répartition des richesses.

Le 22/11/07

Je souhaite prendre contact avec la LCR 44

Prénom :NOM :

Adresse :

.....

Tél. : Mail :